

# Un certain palmarès au pilori scientifique

**Michèle Leroux**

Depuis sa parution au début de novembre dans le magazine *L'Actualité*, le palmarès des écoles secondaires publiques et privées du Québec a, pour une troisième année consécutive, fait couler beaucoup d'encre. Plus critique que jamais, la communauté scientifique semble vouloir sonner le glas de ce classement commandité par l'Institut Fraser (IF) et son aile québécoise, l'Institut économique de Montréal (IEDM). Pendant que des chercheurs en sciences de l'éducation de l'Université de Montréal peaufinent leur propre version des scores des écoles québécoises, d'autres ont convié les auteurs du palmarès à venir répondre de leurs choix méthodologiques devant leurs pairs, lors du prochain congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS). Le directeur du Centre interdisciplinaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST), le professeur Yves Gingras, joint sa voix au concert de critiques.

Le palmarès tiré à 400 000 exemplaires classifie du 1<sup>er</sup> au 464<sup>e</sup> rang les écoles québécoises, en allouant à chaque établissement une cote de rendement scolaire. La performance des écoles est mesurée à l'aide de six indicateurs, notamment les résultats

des élèves de secondaire IV et V à quatre épreuves du ministère de l'Éducation, le pourcentage d'épreuves échouées, la surestimation des résultats par l'école, la différence de résultats entre garçons et filles et le taux de persévérance. Les données utilisées proviennent du ministère de l'Éducation.

Quel sens faut-il donner à ces indicateurs? Tout le débat est là, soutient M. Gingras, un chercheur rompu à l'évaluation et à la création d'indicateurs permettant de mesurer la recherche universitaire dans le domaine des sciences et de la technologie. «Pour être de véritables indicateurs, ceux-ci doivent être homogènes, ils doivent refléter la réalité et celle-ci doit être théorisée. Les auteurs du palmarès présentent des indicateurs pseudo-scientifiques, qu'ils disent neutres et objectifs, avec des équations qu'on dit structurales. Mais quel est le fondement théorique de leurs équations. On n'en a aucune idée. Sur quoi les auteurs se basent-ils pour prétendre, par exemple, que plus l'écart entre les résultats des filles et des garçons est mince, plus les écoles aident leurs étudiants à développer leur plein potentiel? Il est très important que des experts en statistiques se penchent sur ces modèles et ces équations», explique M. Gingras.

## **La méthodologie Fraser mise à l'épreuve**

Lorsque l'on procède à un classement des écoles, les choix d'ordre méthodologique s'avèrent cruciaux, comme en témoigne une étude présentée au dernier congrès de l'ACFAS par deux chercheurs de Statistique Canada, Stéphane Tremblay et Jean-Marie Berthelot.

À partir de données fort complètes portant sur un échantillon de quelque 115 000 élèves ontariens, les statisticiens ont comparé la méthode Fraser avec une autre, laquelle prend en considération plusieurs facteurs, notamment le revenu et le niveau d'éducation des parents, le nombre de livres à la maison, les problèmes d'apprentissage et de comportement, comme l'hyperactivité, la monoparentalité et l'appartenance ethnique. Les résultats sont étonnants : une école qui se classe au 29<sup>e</sup> rang selon la méthode Fraser dégringole au 60<sup>e</sup> rang avec l'autre approche, alors qu'une autre passe de la 77<sup>e</sup> à la 24<sup>e</sup> position.

«Cette étude démontre très bien le problème du palmarès, où l'on s'entête à prendre le rendement scolaire des élèves comme seul facteur d'évaluation des écoles, explique M. Gingras. Pourtant, on sait depuis longtemps — les célèbres travaux du sociologue Pierre Bourdieu l'ont dé-

montré dans les années 60 — que le facteur déterminant de la réussite scolaire, c'est le capital culturel familial.» Notons que l'édition 2002 du palmarès incorpore une cote parallèle intitulée «valeur ajoutée» (des notes de A à D) qui tient compte de certains facteurs comme le revenu des parents. Ces facteurs ne sont toutefois pas pris en considération pour le classement général.

## **Déstabiliser le système scolaire**

Les défenseurs du palmarès invoquent le droit à l'information. «Ce classement n'a pas pour but d'informer, réplique le professeur Gingras. Il vise plutôt à déstabiliser le système scolaire afin de le soumettre à l'offre et à la demande. Il s'agit d'une stratégie idéologique élaborée par la droite qui souhaite installer un libre marché en éducation.»

Faut-il pour autant écarter toute évaluation des écoles? «Non. Il en faut des mesures. Mais on ne compare pas en stigmatisant. Il faut créer des indicateurs comparables, avec des sous-ensembles homogènes. Il faut stratifier l'échantillon, séparer les écoles qui effectuent une présélection des élèves. Il serait légitime par exemple de comparer les écoles privées entre elles, car il s'agit d'un pool comparable» ●